



## L'Union européenne doit faire preuve de sincérité et de cohérence climatiques

Au moment où la polémique sur la présidence de la COP 28 met en exergue la nécessité de la sincérité des engagements climatiques des dirigeants politiques, Berlin semble vouloir abandonner les objectifs sectoriels de baisse des émissions de CO<sub>2</sub> dans le cadre de son projet de réforme de la loi fédérale sur le climat.

En se concentrant désormais sur un objectif global de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'Allemagne cherche ainsi à compenser ses mauvais résultats en matière de transport par le verdissement de sa production d'électricité. Ce projet est d'autant plus signifiant qu'il fait suite à la volte-face allemande de fin mars sur la réglementation européenne en matière de véhicules thermiques où l'intérêt de l'industrie automobile allemande a prévalu sur l'intérêt climatique.

Malgré cette exemplarité climatique de leur pays sujette à caution, les eurodéputés allemands n'hésitent pas à faire feu de tout bois pour exclure le nucléaire du règlement européen Net Zero Industry Act (NZIA). Entre exclusion totale prônée au sein de la commission ENVI du Parlement et référence à l'article 10.1 de la taxonomie (qui n'embarque que les technologies durables dont le nucléaire est exclu) pour le rapporteur de la commission ITRE, la croisade antinucléaire, ouverte ou hypocrite, continue de battre son plein au Parlement européen.

La CFE Énergies dénonce une nouvelle fois une approche militante qui est en contradiction avec la réponse européenne au défi climatique qui impose de ne se priver d'aucune des solutions de décarbonation, comme elle le fait en France en demandant au Gouvernement de ne se priver d'aucune des solutions de décarbonation pour réussir sa planification écologique et ses objectifs de réduction des émissions de CO<sub>2</sub>.

Elle dénonce d'autant plus résolument cette approche partisane qu'à l'heure des risques de bascule géopolitique du monde, l'objectif d'autonomie stratégique et industrielle de l'Union Européenne (UE) devrait conduire à ne surtout pas exclure une des rares technologies bas carbone dont l'Europe maîtrise l'ensemble de l'écosystème industriel, et ce sur toute la chaîne de valeur.

Dans le même temps, la CFE Énergies s'étonne de la proposition de compromis que la présidence suédoise de l'UE a défendue dans le cadre de la réforme du marché de l'électricité, à savoir permettre aux mécanismes de capacité de subventionner les centrales au charbon.

Si l'impératif de sécurité d'approvisionnement peut expliquer cette mesure dans certains pays en situation critique, le soutien indiscriminé à la production d'électricité à partir de charbon constituerait, si cette disposition était validée, un signal politique délétère au plan mondial envoyé par les dirigeants européens.

Alors que l'été qui vient pourrait donner raison aux alertes du GIEC sur les risques croissants pesant sur l'habitabilité de la planète, ce défi climatique impose une réponse mondiale. Au moment où les conséquences du conflit russo-ukrainien pourraient rebattre les cartes de la géopolitique mondiale, l'Union Européenne comme les états européens ont donc plus que jamais besoin de montrer l'exemple et de faire preuve de sincérité en matière de climat s'ils veulent préserver leur influence dans le monde.

L'insincérité comme l'incohérence entre le discours et les actes seraient à ce titre suicidaires pour l'Europe et son influence géopolitique. C'est pourquoi la CFE Énergies demande au Gouvernement de poursuivre la bataille européenne qu'il mène aujourd'hui pour éviter au Green Deal de tomber dans le double discours et l'approche militante. C'est aussi la condition pour que le Green Deal, colonne vertébrale du projet de l'actuelle Commission européenne, soit réellement créateur d'emplois durables et qualifiés pour les citoyens européens, loin des envolées lyriques qui ont cours à Bruxelles.